

regardent pas du tout, qui ne sont pas convenables, qui vont à l'encontre de la personne humaine, l'État devrait prendre ses responsabilités. Je le prie donc avec instance de s'acquiescer de son devoir et de se mêler de ce qui le regarde.

Si l'on veut faire disparaître l'avortement, prenons les moyens nécessaires à cette fin. D'après les conclusions d'enquêtes que j'ai entre les mains et qui ont été effectuées par divers organismes, 86 p. 100 des divorces seraient attribuables au système diabolique sous lequel nous vivons, qui empêche les gens d'avoir des logements convenables. C'est dans ce domaine que l'État doit intervenir et non pas dans la vie intime des citoyens. Il doit permettre à chaque citoyen de s'épanouir librement, de vivre confortablement dans un pays qui regorge de richesses et qui peut nourrir la moitié de l'univers. Pourtant, on y laisse crever 20 p. 100 de notre population qui, dans l'intervalle, vit dans des taudis.

Bon nombre de mères de famille refusent de mettre au monde des enfants parce qu'elles ne savent où les loger, parce qu'ils encombreraient le foyer ou parce qu'elles sont obligées de travailler pour gagner leur vie et celle de la famille, pour payer leur loyer et leurs dettes. Ce faisant, elles n'accomplissent pas le rôle qu'elles devraient remplir dans la société.

L'expérience démontre que 86 p. 100 des avortements sont attribuables au manque d'argent dans les foyers. La famille et la société sont responsables de la formation des individus, mais, à un certain âge, l'individu devient responsable de ses actes et chaque décision réfléchie est toujours à la fois la responsabilité de la société, de la famille et de l'individu lui-même.

La plupart du temps, monsieur le président, on devient criminel par suite de mauvais traitements reçus dans son enfance, soit des parents, soit de ses compagnons ou de ses éducateurs. Si, par un bill infâme, on entend permettre de pareils actes d'indécence, on va à l'encontre de la nature humaine et des commandements de Dieu.

Je voudrais, monsieur le président, lire une lettre que j'ai reçue. J'en ai reçu des centaines de mes commentants, depuis quelques jours, mais je me bornerai à lire celle qui m'a le plus frappé, et je cite:

Devant ce contexte de la vie en société voici carrément la position que j'adopterais devant ma propre fille en démangeaison d'avortement.

Je commencerais par la dissuader, par tous les moyens possibles, et surtout en faisant disparaître les causes de sa décision, en premier lieu.

Je financerais convenablement sa période de grossesse à raison d'au moins \$3 par jour, \$90 par mois. Je lui offrirais \$1,000 à la naissance de son enfant et, ensuite, après la naissance de son enfant, je lui continuerais une pension mensuelle de \$90 par mois pour elle-même et de \$30 par mois pour son enfant, jusqu'à l'âge de 10 ans,

de \$60 par mois, de 10 ans à 20 ans, et de \$90 par mois de 21 ans jusqu'à la fin de ses études ou à son emploi régulier dans la société des adultes.

C'est là, monsieur le président, que l'État doit intervenir; quand la valeur de la production canadienne s'est élevée à 68 milliards l'an dernier et que celle de cette année atteindra 72 milliards, alors que la consommation ne sera que de 40 milliards, laissant un excédent de 28 à 30 milliards dans les entrepôts sur les tablettes, il devrait être facile de procurer quelque chose à nos enfants, aux Canadiens.

Je continue à lire la lettre:

Si, après tous mes encouragements, tout mon support humain et paternel, pour des raisons qui la regardent, elle désire encore l'avortement, je lui favoriserais de mon mieux tous les procédés les plus modernes et savants de nos meilleurs médecins en matière d'obstétrique.

C'est là, monsieur le président, le raisonnement d'un père de famille à l'égard de sa fille, si elle était mal prise un bon matin, et d'après les lettres que j'ai reçues, cela semble le raisonnement général. Les mêmes arguments sont avancés par la plupart de mes électeurs, qui me demandent d'intervenir et de dire ce qu'ils pensent au sujet de ce bill infâme qui n'aurait jamais dû être soumis à ce Parlement.

Je continue la citation:

Voilà comment je considérerais mon devoir de père humain, devant le cas que je vous présente, en étant assuré d'agir ainsi, sous l'œil de Dieu et de ma conscience éclairée.

Voilà le résumé du raisonnement d'un père de famille, monsieur le président.

Alors, la plus grande responsabilité de tous les avortements au Canada, c'est notre maudite société...

C'est toujours le même citoyen qui parle.

... coupable de pas instruire ses citoyens convenablement, de les priver de leur droit à la vie, à la liberté, à la jouissance de leurs biens. Cette maudite société, c'est le Canada, c'est le gouvernement du Canada qui prive la plupart des citoyens canadiens de leurs biens personnels et garantis par le Créateur.

Monsieur le président, je suis député depuis 1962 et j'ai toujours exigé une meilleure répartition des revenus personnels et familiaux. Depuis 1962 que les gouvernements, libéral et conservateur, font la sourde oreille chaque fois que l'on demande une hausse des allocations familiales.

Je ne vois augmenter que les profits des capitaux et les intérêts des millions d'obligations du gouvernement du Canada. On assiste à l'augmentation des taxes et des cotisations qui réduisent le revenu des petits salariés, qui ne peuvent plus louer de logements convenables pour loger leurs futurs enfants.

J'ai toujours fait mes remontrances politiquement, mais je suis à la veille de le faire sur